

C'est l'heure de taxer les riches

Le gouvernement se cramponne à une politique **outrageusement favorable aux ultra-riches et aux multinationales.** Les cadeaux fiscaux aux plus fortunés ont pour contrepartie l'austérité budgétaire imposée aux soignant·es, aux enseignant·es et élèves, aux pompiers et à tou·tes les usager·es des services publics.

Des macronistes jusqu'au Rassemblement national, tous s'accordent sur le **refus d'augmenter l'impôt des plus riches et des multinationales**, au prix de coupes drastiques dans les dépenses publiques.

Aucune réponse à la hauteur des enjeux n'est apportée, ni à la crise climatique, ni à l'augmentation du coût de la vie résultant notamment de la hausse du prix de l'énergie.

L'argent est là !

Dans le cadre de la préparation du budget 2027, ce sont **54 milliards d'euros d'économie supplémentaires qui ont été annoncés par le gouvernement.** Le caractère massif des coupes annoncées dans les budgets sociaux et écologiques est justifié selon Sébastien Lecornu par la menace d'une dette publique toujours plus importante. Par aveuglement idéologique ou par cynisme (car de l'argent, il y en a pour augmenter de manière astronomique les dépenses militaires), le gouvernement refuse de voir l'évidence : **cette dette est avant tout celle de l'injustice fiscale. Elle a été creusée par une politique fiscale qui accroît les inégalités au lieu de les corriger**, et qui accompagne le séparatisme fiscal des ultra-riches. Aujourd'hui, des milliardaires comme Bernard Arnault paient proportionnellement moins d'impôts qu'une infirmière, et des multinationales comme TotalEnergies échappent à l'impôt en délocalisant leurs profits dans des paradis fiscaux.

Rompre avec cette politique délétère est désormais une urgence vitale.

Et **le vent tourne** : 86% des Français·es plébiscitent la taxe Zucman, 78% estiment que les entreprises qui utilisent des paradis fiscaux pour réduire leurs impôts ne doivent plus recevoir d'aides publiques… **La population réclame la justice fiscale** au-delà des clivages partisans. L'heure est venue de mettre réellement les multinationales et les ultra-riches à contribution.

Nos propositions pour mettre fin à l'injustice fiscale et récupérer + de 100 milliards

Attac propose 10 mesures prioritaires qui permettraient de récolter au moins 100 milliards d'euros par an pour financer les besoins sociaux et écologiques :

- **taxe Zucman** pour mettre fin aux privilèges fiscaux des ultra-riches.
- meilleure **imposition des super-héritages,**
- **ISF rénové,**
- **renforcement de la progressivité de l'impôt** sur le revenu,
- **suppression du prélèvement forfaitaire unique** pour mieux taxer les dividendes,
- remise en cause des **niches fiscales et sociales injustes.**
- renforcement des moyens de **lutte contre la fraude fiscale,**
- **taxation unitaire** pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales,
- **pas d'aide publique** pour les entreprises qui pratiquent l'évasion fiscale,
- taxation des **profits excessifs.**

Il faut le dire et le redire : **ce n'est pas l'argent qui manque, mais la volonté politique** de faire payer à chacun sa juste part d'impôts. Face au front de défense des ultra-riches allant du centre à l'extrême droite, **renforçons la mobilisation citoyenne pour la justice fiscale !**

Plus d'informations sur france.attac.org

attac